

Waterloo

Les opérateurs refusent le débat
et donc les réunions d'information

L'angoisse liée aux antennes GSM

LE PLACEMENT d'antennes GSM dans cinq endroits suscite la crainte. L'enquête publique est en cours.

Ici un mât de 40 mètres sur lequel on planterait 18 antennes GSM dédiées à trois opérateurs; là un regroupement inquiétant d'antennes... Plus loin encore, de nouveau un mât criblé d'antennes. Plusieurs conseillers communaux (Stuc-kens, Verboomen, Ternest...) ont profité lundi soir des questions d'actualité pour se faire l'écho des inquiétudes des Waterlootois sur ce sujet. Ainsi Roger Van Poucke (CDH) dit avoir perçu l'angoisse des habitants (NDLR : il est pharmacien de son état). « Les gens sont inquiets. Cela crée des problèmes psychosomatiques. Des problèmes d'insomnie. Les gens ont peur. »

Au total, cinq lieux sont concernés dont trois qui suscitent beaucoup de pétitions. À savoir les an-

tennes de la chaussée de Tervuren, le Bois des Bruyères (avenue des Pâquerettes) et le complexe sportif de Joli-Bois.

Le bourgmestre Serge Kubla en a profité pour bien faire passer son message. « *La commune n'est demandeuse de rien. Elle est cependant obligée de faire procéder à une enquête publique. Durant l'enquête, elle fait office de boîte aux lettres. Et à l'issue de l'enquête, elle remettra un avis, que le ministre de tutelle pourra suivre ou non. Et je suis bien conscient que le ministre est partagé entre le besoin d'équiper la Wallonie et les plaintes des gens.* »

L'enquête publique est en cours jusqu'au 12 mars. Mais cette fois, il n'y aura pas de réunion d'information. En effet, vu le contexte actuel (NDLR : suite à

l'émission de la RTBF « Questions à la Une »), le contact avec les opérateurs est un cul-de-sac. Il n'y a plus un opérateur qui ose venir faire le débat contradictoire dit Kubla. Ils se retranchent derrière les normes officielles et les permis d'urbanisme. » Et l'échevin Yves Vander Cruysen de préciser : « selon les opérateurs et à la lecture du dossier, l'ensemble des pylônes sont déjà sous les normes bruxelloises (NDLR : considérées comme les plus sévères). »

À la sortie du conseil communal, un habitant distribuait des tracts. Sur l'un d'eux, on pouvait lire : « Le projet de l'avenue des Pâquerettes, démesuré par la puissance et le nombre d'antenne, multiplie inutilement les risques. » Pour l'heure, les adresses e-mail du collège sont submergées de réclamations. Des réclamations qui n'ont aucune valeur puisqu'elles sont envoyées à une mauvaise adresse (il faut les envoyer au service de l'urbanisme). Et puis, joli paradoxe, d'aucuns ont même poussé le zèle jusqu'à envoyer leurs réclamations via... des SMS. ■ **ERIC MEUWISSEN**

www.next-up.org cliquer pour revoir [les reportages de Questions à la une](#)